

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/Notif.97.621

7 octobre 1997

(97-4237)

Comité des obstacles techniques au commerce

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>PAYS-BAS</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Ministère des transports et des travaux publics L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification peut être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné: Point national d'information
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [], 5.6.2 [], 5.7.1 [], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Indicateurs de virage à bord des navires de haute mer
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Avis à l'industrie du transport maritime portant modification de l'avis à l'industrie du transport maritime n° 287/1992 (Contraintes d'utilisation et exigences générales concernant les indicateurs de virage)
6.	Teneur: Cet avis renferme des règles sur les contraintes d'utilisation et les exigences générales concernant les indicateurs de virage. Ces règles sont entièrement tirées des résolutions A.526 (XIII) et A.694 (17) de l'Assemblée de l'Organisation maritime internationale (OMI). La résolution A.526 (XIII) indique les contraintes d'utilisation cependant que la résolution A.694 (17) énonce les exigences générales applicables à l'équipement radioélectrique et aux aides électroniques à la navigation. L'article 2 renferme des règlements techniques.
7.	Objectif et justification: Si ce projet de modification d'avis implique des restrictions quantitatives à l'importation ou des mesures d'effet équivalent au sens de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce, celles-ci sont justifiées à des fins de protection de la sécurité publique. L'article 7 renferme une disposition relative à la reconnaissance mutuelle pour les produits étrangers conformes aux prescriptions fixées dans le pays d'origine.

8.	Documents pertinents: Décret de 1965 sur la navigation Aucune note explicative n'a été jointe à l'avis originel.
9.	Date projetée pour l'adoption: 19 novembre 1997 Date projetée pour l'entrée en vigueur: 20 novembre 1997
10.	Date limite pour la présentation des observations: 18 novembre 1997 Les Pays-Bas procéderont à la mise en oeuvre de la mesure envisagée après 45 jours si, entre-temps, aucune observation ni aucune demande de prorogation du délai n'a été présentée par d'autres Membres.
11.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse et numéro de téléfax d'un autre organisme: